

Acceptabilité des nouvelles infrastructures de transition énergétique : transition subie, transition choisie ?

Déclaration du groupe UNSA

Quelques soient les scénarii de RTE, ADEME etc., les indispensables mesures de sobriété et d'efficacité énergétiques devront s'accompagner d'une plus forte production d'électricité pour conduire la substitution des énergies carbonées. Cette mutation énergétique s'accompagne d'une relocalisation de la production et des infrastructures associées sur notre sol, de ce qui se faisait loin et n'était plus visible, mais heureusement en plus vertueux !

Cet avis a remarquablement analysé l'ensemble des freins sociaux, économiques, territoriaux, le manque parfois de cohérence d'ensemble et les courants parfois passionnels qui sont en jeu. Du NINBY au NINA, c'est notre relation à notre territoire, au patrimoine y compris paysager mais aussi la juste participation de chacun à cet effort collectif qui est interrogée. Et il apporte des réponses sur ces différents champs.

L'UNSA approuve l'ensemble des préconisations qui vont dans le sens d'une meilleure coordination et planification nationale. L'énergie est un secteur stratégique y compris ENR, l'acceptabilité ne pourra se faire sans instruire les outils d'une élaboration équilibrée et régulée, entre les territoires mais aussi les acteurs. Ainsi la reconnaissance de la valeur patrimoniale d'un paysage est une bonne chose, à la condition qu'elle n'amplifie pas des distorsions sociales en s'adossant à la valeur patrimoniale des biens. Si les cartographies sont à généraliser, les référentiels et critères de sélection des sites sont eux encore donc à construire, y compris sur les évaluations économiques : cycle de vie, investissements supplémentaire induits. Et plus encore de légitimer cette politique par un débat, parlementaire bien sûr mais aussi via un grand débat public national sur la stratégie française énergie climat

De même il nous paraît indispensable d'améliorer La cohérence entre les différents programmes et documents de planifications inter secteurs (PPE / SNCB mais aussi biodiversité), et plus encore inter- strates territoriales via les SRADDET, Scot et PLU.

Dans un autre registre l'UNSA s'inscrit dans les préconisations sur la transparence financière, les dispositifs visant à mieux redistribuer les retombés économiques et financière sur le territoire des projets de transition énergétique, en ciblant prioritairement les plus affectés et fragiles. Afin d'améliorer itérativement les critères d'évaluations, il est nécessaire d'initier et préparer les indicateurs de suivis des projets et systématiser le retour d'expérience.

Mais quels que soit la qualité des outils de légitimation des projets, il est illusoire de penser accélérer leur construction sans instruire de véritables procédures de déploiement qui incluent le plus en amont possible des concertations qualitatives et surtout inclusives, afin que toutes les personnes concernées puissent véritablement s'exprimer. La construction d'une filière industrielle, des entreprises s'appuyant sur des compétences locales, avec des emplois qualifiés et certifiés, ne pourra que consolider le développement et la confiance.

L'UNSA a voté l'avis.